



Président : M. INSANALLY
(Guyana)

La séance est ouverte à 10 h 30.

Allocution de M. Alija Izetbegovic, Président de la République de Bosnie-Herzégovine

Le Président (interprétation de l'anglais) :

L'Assemblée va entendre une allocution du Président de la République de Bosnie-Herzégovine.

M. Alija Izetbegovic, Président de la République de Bosnie-Herzégovine, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (interprétation de l'anglais) :

Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies au Président de la République de Bosnie-Herzégovine, S. E. M. Alija Izetbegovic, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

Le Président Izetbegovic (interprétation de l'anglais) :

Je voudrais tout d'abord, au nom du peuple et du Gouvernement de la République de Bosnie-Herzégovine, adresser nos très sincères condoléances aux peuples et aux Gouvernements du Venezuela et de l'Inde, qui ont été frappés récemment par des catastrophes tragiques. Nous espérons que les deux pays, grâce à la volonté et au courage de leurs peuples, se remettront rapidement.

Nous voudrions également exprimer notre sympathie aux pays et aux familles qui ont perdu des êtres chers sous la bannière de l'ONU en Bosnie-Herzégovine dans l'exécution de leur mission de paix et d'humanité. En fait,

notre sympathie s'adresse à toutes les familles des membres du personnel des Nations Unies qui, participant à toutes les missions de maintien de la paix à travers le monde, ont fait l'ultime sacrifice au nom de la Charte des Nations Unies.

Nous tenons aussi à féliciter les peuples palestinien et israélien des efforts qu'ils ont déployés récemment en faveur de la paix. Nous sommes également heureux de voir les progrès remarquables réalisés vers la démocratie en Afrique du Sud.

Monsieur le Président, j'ai l'honneur et le privilège de vous adresser nos félicitations les plus sincères à l'occasion de votre élection à la présidence de l'Assemblée générale à sa quarante-huitième session. Votre élection à ce poste élevé réaffirme l'importance du rôle que les petits Etats jouent dans cette famille des nations.

Nous voudrions également exprimer notre gratitude à votre éminent prédécesseur, M. Stojan Ganev, notre collègue des Balkans, qui a dirigé l'an dernier les travaux de cet organe avec une grande compétence et un grand dévouement.

La République de Bosnie-Herzégovine est heureuse de souhaiter la bienvenue aux nouveaux Membres de l'Organisation : Andorre, la République tchèque, l'Erythrée, Monaco, la République de Macédoine et la Slovaquie. Nous sommes certains que ces Membres défendront les principes de la Charte des Nations Unies.

La communauté internationale n'a ni une politique définie, ni un plan d'action politique clair propres à faciliter une transition des structures communistes qui ont été au pouvoir pendant 50 ans vers des notions fondées sur la liberté et la démocratie. Nous pensons qu'il sera impossible de trouver des solutions aux conflits, mondiaux ou locaux,

Le présent procès-verbal est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau C-178A, et également être portées sur un exemplaire du procès-verbal.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un rectificatif récapitulatif.

Distr. GENERALE

A/48/PV.20
7 octobre 1993

FRANCAIS

tant que l'on n'aura pas pris une position claire sur l'ensemble de la question de savoir ce que sera l'héritage postcommuniste.

Les aspects négatifs de ce problème ont été pleinement démontrés dans le cas de mon pays. Il est évident que l'on a utilisé contre nous les forces héritées du potentiel communiste d'agression et que l'on a éliminé les possibilités d'un développement démocratique devant les yeux mêmes de l'Europe, de l'Amérique et du monde entier. Cet acte est exécuté entièrement par la force, depuis l'agression et l'assassinat massif de civils jusqu'à la destruction de toutes traces de civilisation et de culture et l'extermination de toute une nation par des tactiques barbares de terre brûlée et détruite.

Parallèlement à cette violence sans précédent, une expérience de vivisection politique est réalisée aux dépens de notre pays. Elle est exécutée par une communauté internationale qui, dans le cas de la Bosnie-Herzégovine, s'acharne manifestement à tester différents modèles pour un Etat postcommuniste. Cette expérience, malheureusement, est conduite *in vivo*, différentes hypothèses étant testées sur un organisme national et gouvernemental vivant. Dans cette expérience, notre peuple est en train de mourir, de même que notre pays et notre Etat.

La première expérience a été réalisée par la Conférence de Londres. Ce concept, qui tendait à arrêter l'agression, a été abandonné sans qu'on cherche même à le mettre en oeuvre; ce qui n'a fait qu'intensifier la guerre sur notre territoire. On a essayé ensuite de trouver une solution, au moyen d'une réforme constitutionnelle, juridique et politique, à une crise qui s'aggravait de jour en jour. Ce projet, connu sous le nom de plan Vance-Owen, personne n'a même essayé de l'appliquer. Il a été abandonné pour être aussitôt remplacé par un nouveau plan, fondé sur les prémisses erronées que ce qui se passe en Bosnie-Herzégovine, c'est une guerre civile entre trois peuples, et que le partage territorial est par conséquent la seule solution.

Mais ce plan est exécuté sans tenir compte de la notion que le partage du territoire doit être réalisé sur la base du critère de la majorité ethnique, et sans démonstration d'un désir profond de rétablir la paix. En conséquence, une situation incontrôlable continue de régner, qui n'apportera que de nouvelles souffrances à notre peuple.

Maintenant, le peuple de Bosnie-Herzégovine est prié de choisir entre une guerre juste et défensive et une paix injuste. Si elle se poursuit, la guerre risque de provoquer de nouvelles souffrances pour notre peuple et de nouvelles destructions pour notre nation, tout en causant la mort de milliers d'autres personnes.

Ce plan de paix injuste est défectueux, car il se fonde sur le concept, odieux et voué depuis toujours à l'échec, du partage ethnique et de l'apartheid. Cette lacune est aggravée par le fait que le partage lui-même est injuste, car il cherche à satisfaire l'appétit de l'agresseur pour une partie de territoire inégalement grande, ce aux dépens de la victime.

Toutefois, les lacunes du prétendu plan de paix qui nous est imposé ne sont pas seulement philosophiques. Premièrement, tout plan qui rend le génocide légitime et qui encourage le partage ethnique sèmera très vraisemblablement les germes d'une nouvelle agression et attisera les feux du châtimement. Deuxièmement, toute paix qui ne tient pas compte des véritables causes de la guerre ne fera, au mieux, qu'offrir un soulagement temporaire plutôt que de promouvoir l'apaisement indispensable. Enfin, tout plan qui ne prévoit pas d'Etat bosniaque viable, qui ne tient pas compte des besoins les plus élémentaires de la victime et qui ne prévoit pas les mesures nécessaires pour sa mise en oeuvre réelle et durable n'est pas, en fin de compte, un plan de vraie paix.

L'acceptation provisoire, la semaine dernière, par le Parlement bosniaque, des propositions de paix dépend des mêmes ajustements minimaux que nous avons toujours estimés indispensables à une paix durable. Ces ajustements sont les suivants :

Premièrement, la République bosniaque, au sein de l'Union des Républiques de Bosnie-Herzégovine, doit être viable sur les plans géographique et économique, et sur celui de la défense.

Deuxièmement, les forces de l'agresseur doivent renoncer au contrôle des territoires où elles ont massacré et expulsé les populations civiles, pour que les Bosniaques puissent regagner leurs foyers. Plus d'un demi-million de réfugiés estimeront impossible de regagner leurs villages, agglomérations ou villes d'où ils ont été expulsés si les forces serbes qui y ont perpétré meurtres, viols et tortures devaient continuer à contrôler ces territoires. L'option selon laquelle certains de ces territoires pourraient être provisoirement administrés par les forces internationales de maintien de la paix reste ouverte.

Troisièmement, l'accord final doit comprendre des garanties totales et spécifiques concernant sa mise en application par les nations et les organisations régionales qui seront chargées d'imposer effectivement la paix. Ces garanties doivent faire partie intégrante des accords de paix et ne peuvent être repoussées à une date ultérieure, sans quoi nous risquons d'avoir un nouvel accord ou engagement qui,

comme tant d'autres précédemment, perdra tout son sens pour la paix et ne fera que renforcer encore la légitimité de l'agresseur.

Quatrièmement, si la communauté internationale ne parvient pas à mettre en oeuvre le plan de paix, nous devons être autorisés à nous armer et à nous défendre.

Fort de son autorité et de son inévitable responsabilité, le Conseil de sécurité devrait évaluer le plan élaboré par Lord Owen et M. Stoltenberg pour déterminer s'il est ou non compatible avec la Charte des Nations Unies et les nombreuses résolutions adoptées par le Conseil.

Le Conseil ne peut se soustraire à ses responsabilités et éluder les incohérences qui s'y rattachent en se dissimulant derrière le prétexte trop souvent invoqué selon lequel il acceptera tout ce que les parties conviendront, et cela alors qu'une des parties, la victime, se trouve confrontée à la menace réelle de génocide.

Alors que les négociations sur ce point se poursuivent, l'équipe de médiation devrait être élargie pour comprendre un représentant du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), qui sera très vraisemblablement l'organe appelé à mettre en oeuvre le plan. Ceci ajouterait un peu de clarté, d'orientation et de crédibilité aux pourparlers, qualités dont l'absence se fait sentir depuis trop longtemps.

Permettez-moi maintenant d'attirer l'attention de l'Assemblée sur la tragédie humanitaire qui menace de se produire imminemment dans mon pays. Au nom de tous les Bosniaques, je me dois, avant toute chose, de remercier les Nations Unies et tous les gouvernements amis, les organismes privés et les individus héroïques qui ont contribué à fournir une assistance humanitaire à la Bosnie. Nous sommes sincèrement reconnaissants des efforts qui ont permis de sauver jusqu'à présent de nombreuses vies. Mais avec l'imminence de l'hiver, il faudra une aide plus importante si l'on veut éviter que notre population de blessés et de gens sous-alimentés ne succombe finalement à la faim, à la maladie et au froid. Dans cet effort, il est essentiel que la communauté internationale et ses membres les plus puissants, ainsi que les organisations régionales compétentes, fassent ce qui suit : premièrement, prendre des mesures pour encourager et mettre en vigueur le maintien des cessez-le-feu récemment approuvés par toutes les forces en présence; deuxièmement, prendre des mesures telles qu'envisagées par plusieurs résolutions du Conseil de sécurité pour faire cesser l'embargo sur l'aide humanitaire et autres fournitures essentielles comme l'eau, l'électricité et le gaz; troisièmement, rouvrir l'aéroport de Tuzla pour permettre l'acheminement de l'aide humanitaire à plus d'un million de personnes; et quatrièmement, exiger clairement la levée du siège de Sarajevo, en tant que première mesure vers la levée

de tous les sièges des villes bosniaques, y compris des zones de sécurité décrétées par les résolutions du Conseil de sécurité 824 (1993) et 836 (1993).

Notre minorité bosniaque de Serbie, les musulmans du Sandjak, a été privée de ses droits. Un grand nombre de personnes qui ont défendu les droits de leurs concitoyens ont été emprisonnées ou expulsées. Alors que le régime serbe a ostensiblement protégé les droits des Serbes de souche en Croatie, il ne s'est pas montré disposé à reconnaître ces mêmes droits aux minorités en Serbie. Nous exigeons les mêmes droits pour les musulmans du Sandjak que ceux que les Serbes exigent pour eux-mêmes en Croatie. Les négociations futures ne sauraient négliger cette question de politique et de droits de l'homme essentielle.

Comme l'a déclaré récemment le Président Clinton devant cette Assemblée, les Nations Unies ne peuvent pas s'engager dans tous les conflits qui surgissent dans le monde. L'engagement des Nations Unies ne devrait être entrepris que si une stratégie politique et militaire a clairement été définie. Il est tragique que l'engagement des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine ait jusqu'ici totalement manqué de clarté dans ses objectifs et de fermeté dans la recherche d'une solution. Le vide moral créé par cette confusion a naturellement été comblé par la détermination de se plier aux désirs des agresseurs aux dépens de la victime. L'intervention des Nations Unies, dans son manque de conviction et son ambiguïté, associée à sa fière insistance sur le fait qu'elle accomplissait sa tâche et que par conséquent nous n'étions pas autorisés à nous armer, pourrait fort bien entrer dans l'histoire comme étant le principal instrument de la destruction de mon pays.

A cet égard, quelques questions inévitables se posent : pourquoi n'y a-t-il pas eu application des résolutions 824 (1993) et 836 (1993) du Conseil de sécurité demandant la levée du siège de nos villes? Qu'est-il advenu des demandes du Conseil de sécurité contenues dans la résolution 792 (1992), appelant au retrait de toutes les unités militaires et paramilitaires serbes de notre pays et de tout leur armement lourd? Pourquoi n'y a-t-il pas eu application des résolutions 787 (1993) et 838 (1993) du Conseil de sécurité qui demandaient de surveiller la frontière entre la Serbie et la Bosnie-Herzégovine et d'empêcher qu'un afflux massif d'armes et de matériel continue de parvenir aux agresseurs en Bosnie?

Il n'est désormais plus possible de parler de non-ingérence. L'engagement de la communauté internationale en Bosnie a commencé avec l'imposition de l'embargo sur les armes et a continué avec toute cette série d'engagements non respectés. Les Nations Unies doivent soit poursuivre leur intervention, soit décider d'y mettre fin. Dans l'un ou l'autre cas, elles ne peuvent poursuivre leur

politique actuelle, qui fait d'elles des complices de la destruction du peuple bosniaque.

Mon gouvernement demeure attaché à la paix et aux idéaux d'une société pluraliste, démocratique et multireligieuse. Malheureusement, certaines des nations qui ont épousé ces idéaux à travers le monde les ont trahis du fait de leur passivité à leurs propres frontières. Nous ne pouvons indéfiniment poursuivre une lutte de principe sans aide appropriée de l'extérieur ou sans que l'on nous donne au moins la possibilité de nous défendre.

La décision de notre Parlement est claire dans son attachement à la cause de la paix, dans ses exigences d'un Etat viable et d'une paix durable. Ces principes ont été abandonnés sans vergogne par ceux qui avaient le plus d'obligations et de raisons de les défendre dans notre pays. Nous ne pouvons pas et ne voulons pas répondre avec complaisance aux angoisses de ces mêmes gouvernements et leur permettre d'exercer des pressions sur nous pour que nous renoncions à notre dernier espoir de nous défendre et de parvenir à une paix réelle et durable.

Bien qu'il y ait eu un processus au cours duquel de nombreux témoins de ce crime sont maintenant anesthésiés à son horreur, l'horreur elle-même ne s'effacera jamais et les générations futures qui défendent ce qui est juste et équitable dans chaque nation jamais ne pardonneront ni ne feront confiance aux pays qui permettent à ces horreurs de se produire. Un milliard de personnes au moins attendent que cet organe agisse. Les membres sont-ils réellement prêts à abandonner la Bosnie et son peuple à la destruction. Ce milliard de personnes que j'ai mentionnées, et pas seulement elles, ne vous pardonneront jamais.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) :

Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République de Bosnie-Herzégovine de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Alija Izetbegovic, Président de la République de Bosnie-Herzégovine, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Point 9 de l'ordre du jour (*suite*)

Débat général

Le Président (*interprétation de l'anglais*) :

Je voudrais rappeler, une fois de plus, aux représentants que les félicitations que l'on souhaite exprimer aux orateurs doivent l'être par l'intermédiaire des délégations sur les côtés de la salle où ont lieu les séances plénières.

M. Al-Muntasser (Jamahiriya arabe libyenne) (*interprétation de l'arabe*) :

Au nom de ma délégation je tiens à présenter au Gouvernement et au peuple de l'Inde par l'intermédiaire de la délégation de l'Inde, mes sincères condoléances à l'occasion de la catastrophe nationale qui a frappé ce grand peuple.

Qu'il me soit permis tout d'abord, Monsieur le Président, de vous féliciter sincèrement de votre élection à la présidence de l'Assemblée générale des Nations Unies à sa quarante-huitième session. Je voudrais également exprimer la reconnaissance de mon pays à votre prédécesseur, M. Stoyan Ganev, pour les efforts constructifs qu'il a déployés. Nous espérons qu'en continuant à jouer un rôle constructif dans le nouvel environnement international l'Assemblée générale bénéficiera de vos qualités de diplomate et de votre vaste expérience.

Qu'il me soit permis également d'exprimer notre reconnaissance au Secrétaire général, M. Boutros Boutros-Ghali, pour son dévouement à l'ONU et pour les efforts qu'il a déployés pour réformer l'Organisation à cette époque critique.

Je voudrais également féliciter les nouveaux pays qui sont devenus Membres de l'ONU. Nous sommes certains que leur participation renforcera le rôle de l'Organisation et favorisera l'acceptation universelle de ses buts et principes qui visent l'établissement et le renforcement de la paix et de la sécurité internationales et veillent à ce que justice soit faite.

Aujourd'hui, le peuple de la Jamahiriya célèbre l'anniversaire de la disparition du sol libyen des derniers vestiges du fascisme mettant ainsi fin à une période de son histoire qui a été caractérisée par l'implantation du colonialisme, période durant laquelle l'injustice et les persécutions ont prévalu. Alors que notre peuple célèbre cet anniversaire aujourd'hui, il réaffirme que les relations entre la Libye et l'Etat dont dépendaient ces colons sont maintenant des relations de bon voisinage, fondées sur la compréhension et la coopération dans tous les domaines.

Au cours de la quarante-septième session de l'Assemblée générale, de nombreux événements se sont déroulés sur la scène internationale. Cependant, avant que je ne parle de la position de mon pays sur ces événements, qu'il me soit permis d'aborder en premier une question qui revêt une grande importance pour nous, qui n'est pas directement liée à ces événements internationaux récents, mais qui en est plutôt un des produits secondaires. Il s'agit de la tendance de certains pays visant à imposer des

solutions à leurs différends avec d'autres pays d'une manière non conforme à la Charte des Nations Unies et aux normes et conventions internationales. Ce faisant, ces pays ont tendance à appliquer le système du double critère, en particulier lorsque qu'il s'agit d'un différend avec un pays qui adopte des politiques et des positions indépendantes. C'est le cas du différend qui a opposé la Jamahiriya arabe libyenne et la France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis d'Amérique, lorsque ces trois pays ont déclaré qu'ils soupçonnaient la participation de ressortissants libyens aux explosions en vol de l'avion de la Pan American et de celui de l'UTA, et demandé que deux citoyens libyens soient livrés pour être traduits en justice en Ecosse ou aux Etats-Unis d'Amérique. Bien que les autorités libyennes, une fois notifiées, aient pris les mesures juridiques appropriées, les autres parties ont refusé de coopérer avec elles ou d'attendre les résultats des enquêtes en cours. Elles ont préféré recourir au Conseil de sécurité et lui ont demandé de traiter cette question en vertu des dispositions du Chapitre VII de la Charte, qui ne sont en rien pertinents en la matière. La Libye n'a menacé personne, et elle n'a pas mis en danger la paix et la sécurité internationales. Toute cette affaire ne repose toujours que sur des soupçons qui doivent être vérifiés par les voies légales et juridiques.

Bien que mon pays comprenne que cette question ait été volontairement traitée, dans un cadre incompatible avec son caractère juridique, il a continué d'examiner cette affaire, comme il l'a fait depuis qu'il en a été informé, parce qu'il est décidé à faire toute la lumière sur les circonstances et les faits qui l'entourent. La Libye a également déclaré qu'elle était prête à se conformer aux exigences de la résolution 731 (1992) du Conseil de sécurité, et, entre autres, de coopérer avec le Secrétaire général des Nations Unies pour assurer le succès de la mission qui lui a été confiée par cette résolution.

Mon pays a réitéré à cet égard sa condamnation du terrorisme international sous toutes ses formes et manifestations. Il a rompu ses relations avec toutes les organisations et toutes les entités soupçonnées de tremper dans des actes de terrorisme et il a affirmé qu'il ne permettrait pas qu'on se serve, directement ou indirectement, de son territoire, de ses institutions ou de ses citoyens pour commettre de tels actes. Il s'est déclaré prêt à punir sévèrement ceux reconnus coupables d'avoir participé à des activités terroristes. Mon pays a déclaré qu'il n'existait pas sur son territoire de camps d'entraînement de terroristes et il a invité le Conseil de sécurité ou n'importe quelle instance internationale que le Conseil pourrait désigner, à enquêter pour vérifier ce fait.

En outre, mon pays a coopéré avec le Gouvernement du Royaume-Uni pour tenter de retrouver des personnes que le Gouvernement britannique accuse d'avoir participé à des

actes terroristes. Plusieurs rencontres ont eu lieu à ce sujet et les responsables britanniques ont confirmé la coopération positive de la Jamahiriya à cet égard. En outre, afin de déterminer qui a placé une bombe à bord de l'avion français d'UTA, plusieurs réunions ont eu lieu entre le juge libyen chargé de l'enquête et son homologue français. Les contacts se poursuivent avec les autorités françaises en vue de la venue en Libye du juge français et pour faciliter sa mission, à condition qu'il arrive avec des intentions pacifiques et se comporte en homme civilisé et non pas en émule de la diplomatie de la canonnière du XVIe siècle.

J'ai parlé brièvement des mesures prises par la Libye en réponse aux dispositions de la résolution 731 (1992) du Conseil de sécurité. Pour ce qui est de déterminer qui sont les responsables des attentats terroristes dont ont fait l'objet les avions américain et français, mon pays a pris toutes les mesures juridiques pour mener l'enquête, et il a demandé aux autorités britanniques et américaines de coopérer pour que l'enquête soit menée à bien. Il a en outre prié des organismes neutres ainsi que des organisations internationales et humanitaires de vérifier l'impartialité de l'enquête.

En ce qui concerne sa contribution à l'élimination du terrorisme international, les mesures pratiques mentionnées prouvent que mon pays souhaite sincèrement voir éliminer ce phénomène. Le souci de la Libye d'éliminer le terrorisme international trouve son expression dans l'appel que nous avons lancé pour que soit convoquée une session extraordinaire de l'Assemblée générale afin d'examiner les causes et les dimensions du problème.

La question qui n'a pas encore été résolue concerne la demande faite par les autorités britanniques et américaines pour que les deux suspects leur soient livrés afin d'être jugés par les tribunaux d'un de ces pays. Mon pays n'a ménagé aucun effort pour tenter de résoudre cette question conformément à la loi. Nous avons offert de nous adresser à la Cour internationale de Justice et nous avons proposé de livrer les deux suspects au bureau des Nations Unies en Libye pour enquête. Nous avons également proposé que le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies crée une commission juridique d'établissement des faits pour vérifier la véracité des accusations et procéder à une enquête approfondie.

Les autorités compétentes de mon pays ont soumis la question au Congrès général du peuple, qui est l'autorité législative en Libye. Celui-ci a décidé qu'il ne voyait aucun inconvénient à ce que les suspects comparaissent devant un tribunal juste et impartial accepté par toutes les parties intéressées. Cela étant, mon pays a annoncé qu'il était prêt à entamer, sous les auspices du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, des négociations avec les

pays intéressés pour décider du lieu du procès susceptible d'être accepté par toutes les parties au différend et de garantir un climat propice à l'établissement de la vérité. Pour nous, c'est ce que dit en substance la résolution 731 (1992) du Conseil de sécurité. Le Secrétaire général a été informé de cette décision en décembre 1992 et à nouveau en juillet dernier, lorsque nous lui avons fait savoir que la Libye était prête à discuter de la procédure et des arrangements relatifs au procès.

La position adoptée par la Jamahiriya arabe libyenne à l'égard de ces différends a reçu l'approbation de nombreux Etats et organisations régionales, dont celle du Mouvement des pays non alignés, qui groupe quelque 110 Etats - voir le Message de Jakarta, document A/47/675 -; l'Organisation de la Conférence islamique et ses 54 membres - résolutions 6/20 et 21/14 -; la Ligue des Etats arabes, qui compte 22 membres - résolutions 5156, 5158, 5161, 5224 et 5281 -; enfin, et non des moindres, l'Organisation de l'unité africaine (OUA), qui regroupe plus de 50 Etats. Dans sa résolution 1457, l'OUA se félicite des initiatives libyennes en vue du règlement de ce différend et de la volonté de la Libye de coopérer avec les autorités juridiques et judiciaires, et demande au Conseil de sécurité de réévaluer la résolution 748 (1992) en vue de lever l'embargo imposé à la Libye.

L'opinion exprimée par ces organisations prouve qu'elles croient au bien-fondé de la position libyenne. Elle prouve aussi qu'elles souhaitent jouer leur rôle en réglant le différend par des moyens pacifiques, conformément au Chapitre VIII de la Charte. On avait espéré que les trois Etats en cause prendraient cela en compte et répondraient aux initiatives libyennes, mais nos efforts ont été rejetés. Bien plus, les Etats intéressés ont mis en doute la souplesse et la sincérité de la position libyenne et insisté, au mépris de la pratique et des lois internationales, pour que les suspects soient extradés aux Etats-Unis ou au Royaume-Uni pour être traduits devant les tribunaux de l'un de ces pays.

Comme elle l'a dit depuis le tout début, la Libye n'a rien contre le principe de juger les suspects. Tout ce que demande la Libye - et elle est bien décidée à l'obtenir -, c'est un procès juste et impartial assorti de toutes les garanties juridiques et psychologiques que cela suppose. Des consultations et des contacts intensifs ont eu lieu récemment à cet égard et leurs résultats ont été communiqués au Secrétaire général le 24 septembre 1993. La Libye juge suffisant et acceptable le contenu de la réponse du Secrétaire général. Tout ce qui reste à faire pour résoudre ce problème, c'est de convaincre les suspects de se livrer à la justice écossaise, et c'est ce que la Jamahiriya arabe libyenne les incite à faire. Le Secrétaire général en a été informé dans deux lettres contenues dans le document S/26523 en date du 1er octobre 1993.

La Jamahiriya arabe libyenne a répondu de façon pragmatique aux dispositions de la résolution 731 (1992) du Conseil de sécurité. Il convient donc maintenant, non seulement de renoncer aux efforts visant à resserrer les sanctions imposées par la résolution 748 (1992), mais aussi de lever immédiatement ces sanctions. Voilà pourquoi nous en appelons à l'Assemblée, qui représente la conscience universelle, pour qu'elle appuie les mesures réclamées par les organisations régionales et internationales que j'ai mentionnées.

Ces sanctions ont causé au peuple libyen d'indicibles souffrances et des milliards de dollars de pertes matérielles, auxquelles il faut ajouter des centaines de morts : des enfants, des femmes et des vieillards. Je n'entrerai pas dans les détails car nous l'avons déjà fait dans 14 documents, dont le dernier en date est le document S/26139. Pour résumer, je dirai que l'embargo a empêché quelque 8 525 personnes atteintes de maladies graves de recevoir les soins nécessaires. Il a empêché de nombreux professeurs d'université de se rendre en Lybie et a entraîné la rupture de contrats avec des centaines de médecins. L'embargo a multiplié par deux le nombre des accidents mortels de la route en raison des difficultés qu'il y a à transporter les blessés dans les hôpitaux spécialisés des pays voisins. Le taux de mortalité parmi le cheptel est élevé du fait de l'absence de vaccination et du manque de produits vétérinaires prophylactiques. Les pertes économiques découlant de l'embargo sont de l'ordre de 2,4 milliards de dollars. En outre, les pièces détachées d'avion font cruellement défaut. C'est ainsi qu'un avion s'est écrasé, faisant 157 morts parmi les passagers de diverses nationalités.

Le relâchement des tensions dans les relations internationales a permis à la communauté internationale de réaliser des progrès dans les domaines du désarmement et de la sauvegarde des droits de l'homme. Cela a permis également d'intensifier les efforts déployés au niveau international pour régler des différends qui, jusqu'à une date récente, étaient la cause d'une vive préoccupation. La réconciliation au Cambodge et le maintien de la stabilité en Amérique centrale en sont deux exemples. Des signes prometteurs ont également été décelés en ce qui concerne l'instauration d'une paix durable au Mozambique. Des mesures importantes ont été prises en vue d'aboutir à une réconciliation nationale totale au Libéria, et le différend du Rwanda est sur la voie d'un règlement définitif. Cependant, cette évolution positive ne doit pas masquer le fait que le monde est en proie à des tensions et des conflits sans précédent, qui exigeront de nouveaux efforts de la part de l'ONU et des organisations régionales, non seulement pour leur trouver une solution, mais pour éviter que des pays ne monopolisent le règlement de ces conflits. Le problème de

Chypre n'est toujours pas réglé. La situation en Bosnie-Herzégovine et dans les Balkans en général s'est détériorée et continue d'entraîner une grande misère humaine. L'Afghanistan ne connaît toujours pas une complète stabilité, et les combats en Angola s'intensifient. Les accords nationaux de paix dans ces pays n'ont pas été vraiment observés, malgré les efforts déployés aux niveaux international et régional. La situation en Afrique du Sud évolue positivement, mais on doit mettre un terme d'urgence aux actes de violence qui nuisent à la transformation de l'Afrique du Sud en un Etat uni, démocratique et non racial.

Pendant plus de 40 ans, l'Organisation des Nations Unies a adopté de nombreuses résolutions relatives à la question de Palestine. Néanmoins, les Israéliens ne se sont conformés à aucune de ces résolutions, qui toutes reconnaissent le droit inaliénable et légitime du peuple palestinien à l'autodétermination et au retour dans ses foyers. Rappelons, à titre d'exemple, les dispositions des résolutions du Conseil de sécurité 194 (III) relative au droit de retour des réfugiés, 478 (1980) relative à Jérusalem, 3375 (XXX) relative au droit à l'autodétermination et 799 (1992) relative aux personnes déportées. En dépit des derniers événements concernant la question de Palestine, la position de la Jamahiriya arabe libyenne sur cette question et sur le conflit au Moyen-Orient n'a pas varié, mais qu'il me soit permis de la réitérer : tous les territoires arabes occupés doivent être libérés et le peuple palestinien doit être soutenu tant qu'il n'aura pas recouvré la plénitude de ses droits - notamment le droit à l'autodétermination, le droit de retourner sur sa terre et le droit d'établir son propre Etat en Palestine, où Arabes et Juifs pourront vivre sur un pied d'égalité.

Dans une autre partie de la patrie arabe, en Somalie, la situation demeure préoccupante. Bien que des efforts antérieurs aient permis de créer un environnement sûr pour l'acheminement de l'assistance humanitaire aux personnes victimes d'une famine rampante, les derniers événements montrent que les circonstances ont changé et que la situation est extrêmement sensible dans cette région. Mon pays, qui a suivi de près l'évolution de la situation en Somalie, reste convaincu que les problèmes ne peuvent être réglés par la force par quiconque. Seuls le dialogue et la compréhension peuvent conduire à un règlement.

Tout d'abord, c'est aux Somalis eux-mêmes qu'il appartient de mettre de côté leurs divergences et d'oeuvrer ensemble en vue d'appliquer les accords auxquels ils sont parvenus, afin que la Somalie et son peuple puissent recouvrer la paix, la sécurité et la stabilité.

Etant donné notre conviction que la paix et la sécurité dans la région de la Méditerranée sont étroitement liées, non seulement à la sécurité et à la coopération avec l'Afrique et l'Europe, mais aussi à la paix et à la sécurité internationales,

le renforcement de la sécurité et de la coopération dans la région constitue une haute priorité pour la Jamahiriya arabe libyenne. C'est pourquoi mon pays s'est félicité des résolutions adoptées par l'Assemblée générale à ce sujet et de celles adoptées par d'autres organisations, telles que le Mouvement des pays non alignés. Une fois encore, nous déclarons que nous nous félicitons de toute initiative visant à éliminer les causes de tensions, à accroître la stabilité et à élargir la coopération dans la région.

Mon pays est pleinement conscient de ce que le renforcement de la sécurité et de la coopération dans la région de la Méditerranée est une question multidimensionnelle. Toutefois, nous sommes convaincus que le retrait des flottes étrangères et la fermeture des bases étrangères dans cette région représentent des éléments essentiels. Une telle mesure renforcerait la confiance dans la région, lui permettant ainsi de consacrer ses ressources au développement économique et social. En même temps, la Jamahiriya arabe libyenne estime que le recours au dialogue et à la compréhension pour régler les différends sur la base du respect mutuel de la souveraineté et conformément aux règles et conventions internationales constituerait aussi un élément indispensable au rétablissement de la sécurité et de la stabilité dans la région de la Méditerranée. En outre, une intensification de la coopération et de la coordination des efforts dans les domaines d'intérêt commun renforcerait davantage la coopération. Aussi la Jamahiriya se félicite-t-elle des mesures prises dans ce sens par des organismes régionaux, comme l'Union arabe du Maghreb et le Groupement de la Méditerranée occidentale (5 + 5), car elles représentent une percée importante vers la réalisation des aspirations des peuples de la région à la paix, à la sécurité et à la coopération.

Ces quelques dernières années, des progrès concrets ont été accomplis en matière de désarmement, notamment en ce qui concerne la réduction des stocks d'armes nucléaires et l'adhésion d'un nombre plus grand de pays au Traité sur la non-prolifération. Tout en se félicitant de cette évolution, la Jamahiriya arabe libyenne la juge insuffisante et estime que le danger de la prolifération nucléaire exige de nouveaux efforts au niveau international en vue de l'élimination complète de toutes les armes de destruction massive par les Etats qui en possèdent, en produisent ou en stockent. Par conséquent, mon pays appuie toutes les initiatives visant à parvenir à cette fin, y compris le renforcement des mécanismes de désarmement des Nations Unies et en particulier de la Conférence du désarmement, dont le travail a été couronné par l'adoption de la Convention sur les armes chimiques. Il s'agit d'un document ambitieux dans la voie d'un désarmement général et complet. Toutefois, mon pays s'est abstenu jusqu'ici de signer cette convention en raison de l'existence dans notre région d'armes de destruction massive qui ne sont pas soumises à des garanties et à des

inspections internationales. Dans ces conditions, il est difficile d'envisager la Convention sur les armes chimiques sans tenir compte des autres armes de destruction massive au Moyen-Orient, notamment les armes nucléaires.

Mon pays appuie l'appel en faveur de la création de zones dénucléarisées, en particulier la proposition de la République arabe d'Égypte tendant à transformer la région du Moyen-Orient en une zone exempte d'armes de destruction massive. Soucieux d'éliminer tous les dangers de telles armes, mon pays a invité l'Organisation des Nations Unies à adopter les mesures qui s'imposent pour détruire les armes nucléaires, bactériologiques, chimiques et autres armes de destruction massive, telles que les missiles balistiques, et pour interdire et criminaliser la fabrication, la possession et l'emploi de toutes ces armes.

Les efforts que déploie aujourd'hui la famille internationale pour instaurer la sécurité et la stabilité dans le monde, en s'employant principalement à limiter les crises politiques et à mettre fin aux différends régionaux, devraient être intensifiés afin d'englober également les problèmes économiques. L'incidence des problèmes économiques sur la paix et la sécurité internationales est tout aussi néfaste que celui des conflits armés. Selon l'*Etude sur l'économie mondiale* de 1993, l'économie mondiale est toujours stagnante. Sa revitalisation exige que l'on prenne d'urgence des mesures au niveau international qui accorderaient une attention particulière aux pays en développement, lesquels connaissent des difficultés économiques constantes résultant du protectionnisme commercial, du poids élevé de la dette extérieure, de restrictions sur le transfert des techniques, du courant inverse de ressources et du faible prix des produits de base.

Dans le cadre des efforts de la communauté internationale pour encourager le développement économique et social, mon pays tient à attirer l'attention sur le danger de toutes les mesures coercitives auxquelles de nombreux pays en développement, dont le mien, sont soumis; elles sont l'un des principaux obstacles au développement et sont contraires à la Charte, aux normes du droit international et aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale.

Pour appuyer les efforts de développement, la communauté internationale doit honorer ses engagements envers certains programmes de développement, comme le nouvel Ordre du jour pour le développement de l'Afrique dans les années 90. Le continent africain espère beaucoup de ce programme car il aiderait à encourager les efforts de développement entrepris avec la création de la communauté économique de l'Afrique et qui ont été renforcés par la création d'un certain nombre de groupements sous-régionaux comme l'Union du Maghreb arabe, qui a pris des mesures importantes pour améliorer l'utilisation des ressources de la

région et renforcer les liens régionaux qui favoriseraient l'adoption de politiques communes par ses pays membres dans les domaines politique, économique et social.

Le Sommet de la Terre de l'année dernière a induit des résultats substantiels. Nous sommes satisfaits des mesures adoptées pour la réalisation des objectifs de la Conférence, en particulier l'ébauche d'une convention pour combattre la sécheresse et la désertification. C'est là une question de la plus haute importance pour mon pays et pour toute la région de l'Afrique du Nord, qui souffre d'une pénurie d'eau et qui est menacée par la sécheresse et la désertification croissante. De plus, nous croyons que la vraie détermination à protéger l'environnement réside dans la coopération internationale et dans le respect des engagements pris à la Conférence de Rio. La protection de l'environnement est l'une des priorités de mon pays. La première mesure pour combattre la sécheresse et la désertification est la réalisation de la grande rivière artificielle. Notre but national est d'amender des milliers d'hectares de désert pour les consacrer à l'agriculture et à la colonisation.

A cet égard, je dois informer l'Assemblée que nos efforts pour élargir la protection et la conservation de l'environnement sont gênés par la présence répandue de vestiges de guerre, et par les mines qui ont été semées dans le sol libyen pendant la seconde guerre mondiale. Les organisations internationales et régionales ont adopté de nombreuses résolutions à cet égard, et l'Assemblée générale en a adopté de semblables dont la dernière est la résolution 40/197. Toutes ces résolutions demandent aux pays responsables de fournir l'information et l'assistance technique nécessaires au déminage et au nettoyage des autres vestiges de guerre, et de verser des indemnités pour les dommages causés. Aujourd'hui, nous demandons encore une fois à ces pays de prendre leurs responsabilités et de répondre aux appels de la communauté internationale et aux résolutions de l'ONU sur les vestiges et débris de guerre.

L'un de nos objectifs est l'adoption de politiques et de programmes internationaux visant à assurer à l'homme le bien-être et la meilleure qualité de vie possible. C'est ainsi que mon pays se félicite de la convocation de la Conférence internationale sur la population et le développement, l'année prochaine, de la Conférence mondiale sur les femmes et du Sommet mondial pour le développement social en 1995. Pour nous, ces conférences donneront un élan politique puissant aux activités et aux efforts internationaux destinés à éliminer le sous-développement, la pauvreté et la faim. En nous félicitant de ces conférences, nous sommes encouragés par les résultats importants obtenus par la Conférence internationale sur les droits de l'homme. Ce sont là des réalisations importantes pour la promotion du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Mon pays, qui appartient à l'une des grandes cultures du monde, en l'occurrence la culture arabo-islamique, qui a grandement contribué à la promotion des droits de l'homme, est déterminé à maintenir son appui aux efforts de la communauté internationale, par le biais de l'ONU et de ses organes pertinents, dans le domaine des droits de l'homme, pour que nous puissions réaliser les objectifs du Programme d'action et de la Déclaration de Vienne.

Compte tenu de son intérêt pour les droits de l'homme qu'il considère être à la base du développement et de la prospérité des peuples, mon pays s'est employé à réaliser et à renforcer l'égalité pour tous ses citoyens et à garantir leurs droits. Le livre vert sur les droits de l'homme et les libertés fondamentales insiste sur ce point. La loi de renforcement des libertés a été promulguée en 1991, et un grand nombre d'accords internationaux dans le domaine des droits de l'homme ont aussi été ratifiés. De plus, le Comité international du Prix Khadafi des droits de l'homme a été institué.

La restructuration et la réforme de l'ONU et la démocratisation de la composition de ses organes sont devenues une nécessité vitale pour que l'organisation mondiale puisse être en mesure de répondre à la demande internationale, qu'elle devienne plus attentive aux besoins des Etats Membres et plus efficace dans ses travaux dans le cadre de la Charte.

Mon pays suit avec intérêt les tentatives en cours de réforme de l'ONU dans les domaines économique et social. Nous nous félicitons de la décision sur la revitalisation de l'Assemblée générale et la rationalisation de son ordre du jour. Nous espérons que le groupe de travail spécial créé à cette fin parviendra à une formule qui établira l'équilibre et garantira les intérêts de tous les Etats Membres.

Les propositions présentées par le Secrétaire général dans son rapport intitulé "Agenda pour la paix" sont une contribution inestimable pour l'amélioration de la capacité de l'Organisation d'affronter les épreuves de la période à venir. Mon pays s'est félicité de ces propositions, et a pris note des deux résolutions adoptées par l'Assemblée générale à cet égard.

En mettant en oeuvre les recommandations de l'Agenda pour la paix, l'ONU devrait se laisser guider par les principes de la Charte et, en particulier, par son respect de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique des Etats, tels que stipulés dans la résolution 47/120 et confirmés par la résolution adoptée par l'Assemblée générale le mois dernier. Le renforcement de l'Assemblée générale, qui lui permettra de s'acquitter du rôle qui lui a été confié par la Charte, devrait être l'un des principaux objectifs de la réforme de l'ONU. Le Conseil de

sécurité, à qui les Etats Membres ont confié le maintien de la paix et de la sécurité internationales en leur nom, devrait s'acquitter de sa tâche d'une manière pleinement conforme aux buts et principes de la Charte ainsi qu'aux normes du droit international. Le Conseil devrait également améliorer ses méthodes de travail et adopter une ligne de conduite objective. Il ne devrait pas appliquer un double critère lorsqu'il traite de questions relatives à la paix et à la sécurité dans le monde. Les événements actuels nécessitent une augmentation du nombre des membres du Conseil de sécurité, non pas par des mesures partielles mais bien par des solutions radicales qui reflètent l'augmentation du nombre des Membres de l'Organisation et qui tiennent compte d'une distribution géographique équitable, conforme aux dispositions de l'Article 23 de la Charte et des objectifs de la résolution 47/62 de l'Assemblée générale.

Dans le cadre du processus de réforme, il est de la plus haute importance d'examiner certaines des dispositions de la Charte qui ne sont plus adaptées aux grands changements qui sont survenus sur la scène internationale. La situation du monde est différente aujourd'hui de ce qu'elle était en 1945. Cela nécessite l'adoption de mesures audacieuses eu égard à certaines dispositions de la Charte dont la persistance est un grand obstacle au rôle principal des Nations Unies, en l'occurrence, le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Nous voulons ici parler du droit de veto au Conseil de sécurité, dont disposent quelques pays. L'abolition de ce privilège a été demandée depuis longtemps; les appels lancés en ce sens sont de plus en plus nombreux, surtout ces dernières années. La position exprimée par nombre de pays, y compris le mien, pendant la dernière session de l'Assemblée générale et dans d'autres instances, confirme la volonté très répandue d'abolir ce privilège et met en lumière le fait qu'on ne peut se fier à un système de sécurité collective assujéti au droit de veto de certains pays pour maintenir la paix et la sécurité internationales.

Pour conclure, alors que nous nous préparons à célébrer le cinquantième anniversaire de l'ONU, et que nous portons nos regards vers les 50 prochaines années, il est de notre devoir, en tant qu'Etats et que peuples, de jeter les bases solides et équitables du monde de demain. Le monde auquel nous aspirons est un monde libre de conflits, de litiges et de guerres, un monde où les moyens d'annihilation et de destruction sont inexistantes et où les manifestations de pauvreté et de souffrances ont disparu, un monde de sécurité et de stabilité édifié par les peuples sur la base du droit, de la justice et de l'égalité, où la démocratie et les droits de l'homme sont renforcés par l'absence de violence, d'injustice et d'actes arbitraires, un monde où tous les peuples ont véritablement la possibilité d'envisager l'avenir avec optimisme et de vivre dans la paix, la sécurité et le bonheur grâce à l'application réelle des principes de la Charte des Nations Unies. Pour contribuer à la réalisation de ces

objectifs, la Jamahiriya arabe libyenne a présenté une proposition visant à traiter et à résoudre nombre des problèmes et des questions qui préoccupent l'humanité. Cette proposition figure dans le document A/46/840, que je ne reprendrai pas ici, mais qui est à la disposition des représentants en tant qu'annexe à la présente déclaration.

M. Gombosuren (Mongolie) (*interprétation de l'anglais*) :

Permettez-moi tout d'abord, Monsieur le Président, de présenter les félicitations sincères de ma délégation pour votre élection à l'unanimité à la présidence de l'Assemblée générale à sa quarante-huitième session. Votre expérience professionnelle en tant que Représentant permanent de votre pays auprès de l'ONU constituera certainement un atout pour nos importants débats.

Nous rendons hommage à votre prédécesseur, M. Stoyan Ganev, pour son travail consciencieux. Nous saluons le Secrétaire général, M. Boutros Boutros-Ghali, pour les efforts courageux et inlassables qu'il déploie en vue de renforcer l'organisation mondiale. Nous accueillons chaleureusement les nouveaux Membres et leur adressons nos meilleurs vœux.

Un examen rétrospectif des événements survenus depuis la fin de la guerre froide révèle la complexité de la démarche sur la voie d'une nouvelle définition des relations internationales. D'une part, l'esprit de coopération et d'interaction commence à prévaloir. Les nouvelles démocraties font des progrès malgré les énormes difficultés propres à la transition. Les événements récents survenus en Russie en fournissent une preuve claire. Nous sommes confiants que les forces démocratiques dirigées par le Président Eltsine surmonteront les obstacles actuels et verront leurs efforts couronnés de succès. L'importance, pour la région et pour le monde entier, du succès des réformes en Russie peut difficilement être surestimée.

M. Ouedraogo (Burkina Faso), Vice-Président, assume la présidence.

De plus, des solutions s'esquissent même pour les conflits régionaux les plus anciens. Le récent acte historique de reconnaissance mutuelle entre Israël et l'Organisation de libération de Palestine (OLP) et l'accord intérimaire de paix en donnent des exemples. Nous espérons que cela aboutira à une solution juste et globale du conflit israélo-arabe.

Une importante percée vers la démocratie et une société multiraciale en Afrique du Sud a été accomplie. La paix et la réconciliation nationale qui avaient échappé au Cambodge depuis si longtemps ont été rétablies sur cette terre de civilisation ancienne. Des accords historiques sur

l'interdiction des armes chimiques et sur la réduction des armes nucléaires ont été conclus.

Par contre, il est clair que d'anciens problèmes profondément enracinés ne sont toujours pas réglés et que de nouveaux problèmes, autrefois contenus en raison des circonstances antérieures, refont surface.

De fait, aucun progrès concret n'a été enregistré vers le règlement des questions de la pauvreté, de la dette extérieure, des stupéfiants, du crime organisé, de l'écart grandissant entre les nantis et les démunis ainsi que des crises écologiques. Bien que la guerre froide soit terminée, les "guerres chaudes" se sont multipliées. Il suffira de mentionner les tragédies qui se poursuivent en Bosnie-Herzégovine, en Somalie, au Haut-Karabakh et en Abkhazie.

Il est largement reconnu aujourd'hui que le concept de développement a acquis un caractère multidimensionnel qui englobe non seulement la croissance économique, mais aussi des aspects politiques, sociaux et écologiques. En outre, un plus grand accent est mis sur la dimension humaine du développement, car, en dernière analyse, le bien-être des peuples constitue la vraie mesure du développement. Nous croyons que l'ONU forme le mécanisme unique et irremplaçable permettant de traduire ce concept en une réalité.

A ce sujet, les conférences mondiales parrainées par l'ONU sur la population et sur les femmes, ainsi que le Sommet mondial pour le développement social, sont appelés à offrir de meilleures perspectives à cette fin. Aucune solution durable aux divers problèmes contemporains ne peut être recherchée sans que les problèmes de développement soient adéquatement traités. Le concept de développement et ses aspects concrets seront certainement enrichis par le rapport provisoire du Secrétaire général sur un agenda pour le développement et par le débat qui aura lieu à ce sujet au cours de la présente session.

Le moment est venu d'aborder résolument l'ordre du jour existant depuis longtemps relatif aux disparités économiques entre le Nord et le Sud, y compris l'éradication de la pauvreté, l'allégement de la dette, l'élimination du protectionnisme commercial et la conclusion rapide et fructueuse de l'Uruguay Round. A ce sujet, la Mongolie se félicite de la réunion du Président du Mouvement des pays non alignés avec le Groupe des sept qui a eu lieu en juillet dernier à Tokyo, premier pas vers la relance du dialogue Nord-Sud. Ma délégation croit qu'il est important que, à la suite d'un examen sérieux par l'Assemblée, lors de la présente session, de l'initiative du Mouvement des pays non alignés sur la relance du dialogue Nord-Sud afin de renforcer la coopération internationale pour le développement, une décision positive soit prise à cet égard.

Il est particulièrement important de maintenir l'élan dont avait bénéficié la Conférence de Rio sur l'environnement et le développement par le biais d'un mécanisme de suivi efficace aux niveaux international et national. Nous félicitons la Commission du développement durable du rôle dynamique qu'elle joue en tant que plate-forme politique centrale pour le contrôle et l'examen de la mise en oeuvre d'Action 21. La Mongolie a récemment ratifié la Convention sur les changements climatiques et la Convention sur la biodiversité; notre plan national d'action pour la mise en oeuvre d'Action 21 est en cours de rédaction.

Pour un pays comme le mien, où la désertification représente un problème grave, il est très important qu'une telle Convention puisse être conclue d'ici à 1995.

La Mongolie estime que le respect des droits de l'homme conformément aux normes universellement acceptées est essentiel pour la promotion d'une coopération juste entre Etats. Le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales ne peut en aucune manière être concilié avec des critères faussés divisant le monde en petits et grands pays, en pays développés et sous-développés, en groupes majoritaires et minoritaires, ou en groupes ethniques, raciaux ou religieux. En outre, la Mongolie continue d'estimer que les droits de l'homme et les libertés fondamentales en tant que valeurs universelles ne connaissent pas de frontières.

Il est de la plus grande importance que la Conférence de Vienne sur les droits de l'homme, qui s'est tenue en juin dernier, ait pu parvenir à un accord sur l'indivisibilité des droits économiques, sociaux, culturels, politiques et civils et sur la nécessité de les respecter et de les appliquer sur une base d'égalité.

Nous nous réjouissons de constater qu'avec la fin de la guerre froide, la propagande autour des questions de désarmement appartient au passé et que maintenant apparaît une atmosphère sérieuse de coopération dans ce domaine. Au début de cette année, le Traité sur des réductions substantielles des armements offensifs stratégiques a été conclu entre la Fédération de Russie et les Etats-Unis. En outre, une initiative louable a été lancée à l'égard d'un moratoire sur les essais nucléaires. Une décision a été prise à la Conférence du désarmement de Genève en vue de commencer les négociations sur un traité global d'interdiction de tous les essais.

En tant que pays qui occupe une position unique entre deux puissances dotées d'armes nucléaires, la Mongolie attache une importance considérable à cette question. Voilà pourquoi l'année dernière mon pays a déclaré son territoire zone exempte d'armes nucléaires. Dans ce contexte, la

Mongolie se réjouit à l'idée que l'Asie centrale pourrait elle aussi être transformée en zone exempte d'armes nucléaires.

La question de la pleine application ponctuelle des accords sur la réduction des armes nucléaires et l'interdiction et l'élimination complètes de ces armes ne devrait pas échapper à l'attention prioritaire de la communauté mondiale. La cessation des essais d'armes nucléaires et le strict respect du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) revêtent une importance particulière. Nous sommes en faveur de la prolongation indéfinie du TNP lors de la Conférence chargée de l'évaluation de ce traité qui aura lieu en 1995. Il est d'une grande importance que les parties au Traité, et surtout les Etats dotés d'armes nucléaires, respectent leurs engagements et s'abstiennent de toute action qui pourrait le saper.

La Mongolie entre dans la quatrième année de ses réformes démocratiques. Comme beaucoup d'autres pays qui se trouvent dans la même position, nous devons faire face à des problèmes considérables. En tant que pays sous-développé, sans littoral, insuffisamment intégré dans le réseau de transports mondial et très vulnérable aux catastrophes naturelles, la Mongolie connaît des difficultés accrues en cette période de transition.

Outre les réformes politiques et économiques, il y a aussi une lourde tâche de renouveau spirituel. Nous, les Mongols, au cours des années de l'expérience socialiste, avons été contraints d'abandonner nos traditions vieilles de plusieurs siècles et notre héritage culturel. Qu'il suffise de dire que tous les édifices consacrés au culte, sanctuaires de la vie spirituelle - on en comptait plus de 700 - ont été détruits, et l'écriture traditionnelle des Mongols, un héritage culturel important de l'humanité, a été enterrée dans l'oubli. Notre tâche maintenant consiste à réparer cette injustice. Il s'agit là d'une tâche à la dimension de la nation, exigeant des efforts et des ressources énormes, - une tâche que nous ne pouvons laisser s'accomplir toute seule.

Malgré tous les problèmes, les réformes démocratiques de la Mongolie progressent régulièrement. Le nouveau système démocratique de gouvernement proclamé dans la Constitution démocratique de 1992 est en cours de consolidation. Les premières élections présidentielles jamais tenues dans notre pays ont eu lieu en juin dernier et ont abouti au choix d'un président présenté par les nouveaux partis politiques. La fondation légale des réformes en cours est renforcée et englobe tous les aspects clefs de la vie de la société.

Le gouvernement actuel s'est donné pour tâche d'endiguer le déclin économique en deux ans. Et l'objectif semble appartenir au domaine du possible. Nous associons ces avantages essentiellement à la compréhension et à

l'appui reçus de la part de la communauté internationale. Ces dernières années est apparue une communauté de donateurs à l'appui de la Mongolie. Une réunion de donateurs, parrainée par la Banque mondiale, a récemment tenu à Tokyo sa troisième série de rencontres, auxquelles ont participé 23 pays et six organisations internationales. Les dons et prêts consentis à des conditions de faveur par les gouvernements donateurs réduisent de façon significative les difficultés actuelles et jettent de nouvelles bases pour un développement à venir. En outre, nous sommes très intéressés par les investissements du secteur privé qui pourraient se faire en Mongolie. Cela non seulement serait utile à la reprise économique, mais également pourrait rendre la coopération future avec nos partenaires mutuellement avantageuse. La loi remaniée sur les investissements étrangers crée des conditions favorables pour de telles occasions d'investissement.

En outre, nous estimons que la participation aux activités économiques régionales est essentielle pour réaliser les tâches de la transition. Gardant ceci à l'esprit, nous aimerions beaucoup, par exemple, devenir membre du Conseil de la coopération économique Asie-Pacifique. Nous espérons que les Etats membres de cette organisation seront en mesure de comprendre et d'appuyer notre position.

L'Organisation des Nations Unies est apparue comme un centre important des efforts internationaux et a assumé des responsabilités accrues dans les domaines du maintien, du rétablissement et de la consolidation de la paix. Le rapport détaillé du Secrétaire général sur les travaux de l'Organisation en est une illustration lucide.

La Mongolie appuie pleinement les efforts visant à réformer l'Organisation des Nations Unies, notamment la restructuration et la revitalisation des activités de l'Assemblée générale, et à faire en sorte que la composition du Conseil de sécurité reflète les réalités changeantes actuelles et le nombre croissant de Membres de l'organisation mondiale.

A présent, l'ONU est en butte à de nombreux problèmes et s'efforce par tous les moyens de relever les innombrables défis d'un monde en évolution rapide. Il va de soi que le succès de cette entreprise dépendra d'efforts soutenus et, avant tout, de la volonté politique et d'un plus grand réalisme de la part des Etats Membres.

M. Romulo (Philippines) (*interprétation de l'anglais*) : Je suis très heureux d'adresser à l'Ambassadeur Insanally mes félicitations et celles de ma délégation pour son élection à la présidence de cette session de l'Assemblée générale. Je souhaite par ailleurs exprimer notre sincère gratitude à

M. Stoyan Ganev, de la Bulgarie, qui a présidé avec compétence et dévouement les travaux de l'Assemblée lors de sa dernière session.

Je tiens à rendre hommage à notre Secrétaire général, M. Boutros Boutros-Ghali, pour l'imagination et l'énergie dont il a fait preuve dans la direction de notre Organisation à un moment difficile mais excitant de l'histoire.

Qu'il me soit permis d'exprimer, à ce stade, la profonde sympathie de ma délégation au peuple indien, à la suite de la tragédie qui l'a frappé lors du tremblement de terre qui a dévasté une partie de l'Etat de Maharashtra.

Le Président dirige les travaux de cette Assemblée dans un monde qui poursuit son étonnante transformation politique. Depuis notre dernière réunion, l'année dernière dans cette salle, période qui n'est rien dans la longue histoire de l'humanité, la scène politique mondiale s'est encore transformée plus radicalement. Cette transformation est avant tout reflétée et illustrée par deux des questions principales qui ont occupé l'Assemblée et la communauté internationale pendant des décennies - à savoir, la situation en Afrique du Sud et le problème de la Palestine.

Le système odieux de l'apartheid, qui a longtemps été le vil fondement de l'Etat sud-africain, s'est enfin écroulé, grâce aux efforts inlassables du peuple sud-africain et de la communauté internationale, surtout de l'ONU. A sa place, des négociations multiraciales - en elles-mêmes un phénomène étonnant dans ce pays - ont abouti à un programme spécifique doté d'un calendrier précis pour faire de l'Afrique du Sud, selon les paroles prononcées récemment dans cette salle par un dirigeant authentique du peuple sud-africain, Nelson Mandela, "un pays uni, démocratique, non racial et non sexiste".

Toute la situation au Moyen-Orient a également subi une transformation, symbolisée par une seule poignée de main à Washington. Ce geste historique est le résultat d'une combinaison complexe de circonstances et d'événements et laisse présager d'autres négociations ardues et d'autres efforts déterminés de la part des peuples israélien et palestinien et de leurs voisins. Mais il y a maintenant, plus que jamais auparavant, des raisons d'espérer que, dans cette partie si longtemps troublée du monde, la politique de l'intolérance, de la haine et du désespoir cédera le pas à la politique du compromis, de la lumière, du pragmatisme et de l'espoir.

Ainsi, l'ordre du jour politique de la communauté internationale, et le fond et le contenu, voire le libellé des points de l'ordre du jour de l'Assemblée, ont radicalement changé.

L'économie globale subit actuellement une transition non moins radicale. Partout, les obstacles qui s'opposaient dans le passé au commerce tombent, sinon globalement, du moins à l'intérieur de différentes régions du monde. Mais des barrières économiques continuent d'être élevées par des gens attachés au passé, qui cherchent à revenir en arrière et à retenir la marche du progrès économique global. La victime la plus évidente de ces mesures rétrogrades est l'Uruguay Round qui, après des années de négociations frustrantes et de marchandages laborieux, n'est pas encore terminé. Les ultimes victimes en sont l'économie globale et les niveaux et les conditions de vie des peuples du monde. A cet égard, le doigt accusateur de l'histoire se pointe vers certains pays développés, qui appliquent des politiques à courte vue, comme celles relatives aux subventions et aux systèmes protectionnistes. Cependant, la tendance vers une libéralisation du commerce et de l'économie acquiert de l'élan. De plus en plus de pays reconnaissent que cette tendance ne peut être inversée qu'au péril du bien-être des peuples du monde.

Notre région d'Asie du Sud-Est a joué un rôle vital dans cette transformation politique et économique globale.

Le conflit au Cambodge et l'agonie du peuple cambodgien ont longtemps préoccupé cette Assemblée et le Conseil de sécurité. Au-delà des attentes de tant de gens, le peuple cambodgien a pris la décision historique de choisir la paix et la réconciliation. Nous demandons maintenant à la communauté internationale d'apporter son appui au peuple cambodgien et à son nouveau gouvernement afin qu'il connaisse une période de répit, non seulement dans la guerre, mais aussi dans la misère et ses privations, et pour qu'il puisse trouver non seulement la paix mais une vie digne et libre.

La Déclaration de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) sur la mer de Chine du Sud, qui a été publiée à Manille l'année dernière, a reçu le ferme appui de l'ONU et des gouvernements et, en Asie du Sud-Est, nous poursuivons notre effort mesuré en vue d'édifier un régime de paix, de coopération et de confiance mutuelle dans cette région contestée.

Au début de l'année, l'ANASE et les autres nations de l'Asie de l'Est, y compris le Viet Nam et le Laos, de même qu'avec d'autres pays qui s'intéressent à la région, sont convenus d'un Forum régional de l'ANASE où des questions de sécurité régionale pourront être examinées périodiquement et discutées de concert.

En Asie de l'Est, les progrès rapides de la libéralisation économique ont mis en marche les économies de la région, qui ont réalisé des taux de croissance les plus élevés du

monde. L'attachement au marché libre a trouvé son expression la plus vigoureuse dans la décision prise par les dirigeants de l'ANASE de créer une zone de libre-échange de l'ANASE au moyen d'une réduction progressive et de l'élimination, en fin de compte, des barrières commerciales à l'intérieur de l'ANASE.

Heureusement, l'avènement d'une nouvelle ère de paix et la promesse de prospérité dans notre région se sont trouvés brillamment concrétisés dans mon pays. La politique d'unité nationale et de réconciliation du Président Ramos a remplacé la politique de division. Les éléments dissidents se sont retirés dans les replis de la société. Des pourparlers de paix sont tenus avec les autres groupes rebelles. Une amnistie a été offerte à tous.

Les économies fondées sur l'égoïsme et la cupidité sont en train de céder le pas à des réformes visant à assurer l'équité économique et la justice sociale. L'économie philippine n'est plus dominée par la tyrannie imposée par une réglementation excessive ou exercée par des entreprises monopolistiques, mais par le système tonique des forces du marché et de la libre concurrence. La concurrence globale, en lieu et place de la contestation politique, est devenue le mot d'ordre à travers le pays.

Tout cela se fait dans le respect le plus méticuleux des droits de l'homme, conformément au consensus national et aux convictions les plus profondes de notre peuple. Et cela est entrepris dans le cadre de nos institutions démocratiques. Car nous sommes convaincus que rien ne peut remplacer le respect des droits de l'homme et la démocratie dans la réalisation de la stabilité et du progrès à long terme, ainsi que la garantie de la dignité de l'homme et de la réalisation de ses aspirations.

La situation nouvelle dans le monde est porteuse de nouveaux espoirs et de promesses radieuses. Mais de graves dangers et des situations tragiques demeurent. D'anciens fléaux continuent de tourmenter la famille humaine, qui est exposée à de nouvelles agonies.

L'intolérance religieuse et la montée d'ambitions nationalistes ont supplanté le fanatisme idéologique et alimentent les conflits qui embrasent aujourd'hui trop de régions du monde. L'effondrement des empires a déchaîné le réflexe sauvage de régler des comptes historiques, de demander réparation au titre d'anciens griefs ethniques et de redresser des injustices réelles ou imaginaires, en matière de frontières nationales, de traitement des minorités ou de maîtrise des ressources.

La tragédie de la Bosnie-Herzégovine est l'un des pires et des plus dangereux de ces déchaînements de la barbarie.

En dépit d'un début de climat de paix - et dans certains cas pour cette raison - le trafic des armes de guerre se poursuit parfois au même rythme, dissipant les ressources, mettant en danger les populations et menaçant la paix. Les Philippines appuient résolument les mesures visant à promouvoir une plus grande transparence dans le domaine du transfert d'armements et des dépenses militaires, y compris le Registre des Nations Unies sur les armes de type classique.

Les Philippines demandent instamment, et de façon énergique, aux Etats dotés de l'arme nucléaire de restaurer le moratoire récemment rompu sur tous les essais nucléaires, et espèrent que la communauté internationale décidera, par un traité d'interdiction totale des essais nucléaires, de mettre une fin définitive aux essais de dispositifs nucléaires, qui font peser une menace si grave sur l'existence même de la famille humaine. Les Philippines sont en faveur de la prorogation du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et demande à tous les Etats de se conformer strictement à ses dispositions, y compris les accords de garanties avec l'Agence internationale de l'énergie atomique. En même temps, nous exhortons les Etats dotés de l'arme nucléaire à s'acquitter de leurs obligations découlant du Traité et à réduire progressivement leurs stocks de ces armes jusqu'à leur disparition complète.

Au milieu de la marée montante de la libéralisation économique, le chant de sirène du protectionnisme continue de leurrer les nations par ses promesses trompeuses. On continue d'invoquer les préoccupations légitimes que sont la santé, la sécurité alimentaire, l'environnement, le bien-être des travailleurs, et même les droits de l'homme, y compris ceux des populations autochtones - et, aujourd'hui, le "dumping social" - pour masquer sous divers déguisements des politiques de protectionnisme manifeste.

Les décisions en matière de finances mondiales continuent d'être prises par une poignée d'acteurs, le reste du monde assistant en spectateur alors même qu'il est touché dans ses intérêts vitaux. Le fardeau de la dette extérieure continue d'être un boulet que traînent un grand nombre de pays en développement, et le problème est souvent aggravé par des décisions portant sur les taux d'intérêt et les taux de change, en matière desquelles ces pays n'ont pas voix au chapitre.

Les Philippines continuent à s'acquitter fidèlement de leurs obligations financières extérieures, même si cette politique freine notre croissance économique, constitue un fardeau pour notre peuple et fait peser un coût politique national élevé sur nos dirigeants. Nous nous demandons si le monde a réellement essayé de trouver des solutions novatrices à ce qui est un fléau économique pour les pays en développement. Après tout, certaines nations ont été

favorisées par des mesures décisives - voire radicales - pour alléger leur dette extérieure, lorsque ces mesures sont devenues politiquement utiles pour les pays créanciers.

Les ravages que les extravagances de l'homme ont infligés à l'environnement délicat de la Terre continuent de mettre en danger notre planète fragile et de nombreuses nations. Les Philippines gardent leur foi dans les engagements consentis par tous à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, convaincues que le développement ne peut être durable si les richesses naturelles du monde - et des pays - et l'équilibre entre elles sont détruits.

Tout aussi destructeur est l'accroissement débridé du trafic illicite de drogues qui fauche la vie de tant d'êtres en pleine jeunesse. C'est un trafic qui engendre l'illégalité et le crime et ne connaît pas les frontières nationales. Nous lançons donc un appel à l'application pleine et efficace de la Stratégie internationale de lutte contre l'abus des drogues des Nations Unies et du Programme global d'action.

Dans les situations de conflit, les femmes, ainsi que les enfants, deviennent les victimes les plus tragiques en raison de leur vulnérabilité naturelle. Le viol systématique et l'assassinat de femmes et de fillettes en Bosnie-Herzégovine n'est que l'exemple le plus choquant de cette odieuse réalité.

De même, dans des situations d'extrême misère, les femmes - notamment les travailleuses migrantes - sont les plus vulnérables aux abus. Séparées de leur famille, éloignées de leur patrie, vivant souvent au domicile de leur employeur, sans protection du pays où elles travaillent, les femmes travailleuses migrantes sont souvent soumises à de mauvais traitements. Les abus auxquels elles sont exposées, et dont elles sont souvent victimes, sont une véritable litanie de malheurs : déni de leurs salaires légitimes, déductions excessives opérées par leurs agences d'emploi, longueur intolérable des heures de travail, alimentation insuffisante, manque de soins médicaux, absence de toute voie de recours pour obtenir réparation de ces torts, agressions physiques, viols et autres formes d'abus sexuels.

Nous demandons à l'Assemblée de maintenir à l'ordre de ses préoccupations la condition des femmes, qui constituent la moitié du monde, et notamment, parmi elles, des travailleuses migrantes. Et nous demandons aux gouvernements intéressés d'adopter des lois et d'autres mesures pour les protéger. Nous demandons à ces gouvernements de cesser de traiter impitoyablement les travailleurs migrants comme des marchandises qui ne sont soumises qu'à la loi de l'offre et de la demande.

Ces fléaux de l'humanité - la pauvreté des masses, la dette extérieure, la dégradation de l'environnement, les

drogues illicites, les abus commis contre les femmes, les mauvais traitements infligés aux travailleurs migrants - seraient traités de façon plus effective si les gouvernements, les sociétés et la communauté internationale plaçaient les populations au centre du développement et de la coopération internationale. Voilà ce que le Sommet mondial pour le développement social se doit de faire. Nous demandons aux dirigeants et aux gouvernements du monde d'assurer une participation maximale à cet événement historique qui aura lieu à Copenhague en 1995.

Le monde a radicalement changé, pour le mieux en général. Mais les problèmes anciens demeurent, et nous sommes confrontés à de nouveaux défis. Pour répondre à ces problèmes dans les circonstances nouvelles, et pour relever ces nouveaux défis, notre Organisation, l'ONU, doit se renouveler.

Ce besoin de renouveau dans les travaux de l'ONU est particulièrement évident au Conseil de sécurité. La structure du Conseil de sécurité a été formulée dès la création de l'ONU, à la fin de la seconde guerre mondiale et au commencement de la guerre froide. Quarante-huit années se sont écoulées. Des changements considérables sont intervenus dans le monde, notamment ces dernières années. Des empires se sont écroulés. La division idéologique du monde a disparu. La guerre froide a pris fin. Le nombre de Membres de l'ONU s'est multiplié, passant de 51 au moment de sa création, à 184 aujourd'hui.

Et pourtant, en dehors de l'accroissement il y a 30 ans du nombre de ses membres, qui est alors passé de 9 à 15, le Conseil de sécurité n'a pas changé. Il est resté petit, non représentatif, non démocratique, opaque. Nous reconnaissons la réalité des déséquilibres qui persistent dans le pouvoir mondial et la nécessité pour le Conseil de sécurité de refléter cette réalité. Mais, assurément, nous devons également reconnaître la réalité de la tendance mondiale et des aspirations des peuples à la démocratisation et à la transparence dans les affaires politiques. Assurément, le Conseil de sécurité, l'organe des Nations Unies ayant la plus grande influence sur la paix et la sécurité internationales, doit également refléter cette réalité dans sa composition, dans sa structure, dans ses procédures, dans ses relations avec les autres organes des Nations Unies, y compris l'Assemblée générale.

Nous sommes par conséquent favorables à un réexamen approfondi de la structure, du rôle et des procédures du Conseil de sécurité afin de le réformer. Et nous demandons instamment que, compte tenu des répercussions que pourrait avoir une telle réforme sur les autres organes des Nations Unies et de leurs activités, cette réévaluation soit menée dans le contexte d'une révision approfondie de la Charte. Les propositions sobres, rationnelles et réalistes

présentées hier par le Ministre des affaires étrangères de Singapour pourraient servir de point de départ utile pour l'examen de cette question importante.

L'ONU tout entière a en fait besoin de réformes. Dans la nouvelle situation internationale, les exigences accrues imposées à l'ONU et les contraintes des moyens disponibles exigent que ses ressources soient soigneusement gérées si elles doivent être utilisées efficacement. Le concept et la nature de la gestion - et par là j'entends la science de la gestion - doit être imposé à la bureaucratie des Nations Unies. Les fonds et les autres avoirs doivent être méticuleusement préservés et efficacement utilisés. Le double emploi doit être évité, les coûts doivent être rigoureusement réduits de même que le gaspillage, et la corruption doit être abolie.

Je suis certain que, comme nous, de nombreux pays en développement désirent que l'ONU fasse preuve de la même austérité et de la même discipline que celles qui sont exigées de bon nombre d'entre nous par les institutions financières internationales.

Nous rendons hommage au Secrétaire général qui se penche sur cet aspect de son mandat. Nous nous félicitons en particulier de la création du nouveau poste de Secrétaire général adjoint pour les inspections et les enquêtes; nous y voyons comme un signe de la détermination du Secrétaire général à traiter ce problème.

Les Philippines sont à jour dans le règlement de leur contribution aux finances de l'ONU. Cela ne représente peut-être qu'un faible montant de la totalité des ressources de l'Organisation, mais il est substantiel compte tenu de nos moyens financiers. Nous ne voudrions pas le voir gaspillé. Nous n'en n'avons pas les moyens. Et l'ONU ne les a pas non plus.

Puis-je proposer, alors, qu'un groupe d'hommes et de femmes, ayant une expérience et des compétences très vastes dans le domaine de la gestion de sociétés, ainsi qu'une vaste connaissance des besoins et des problèmes très particuliers de l'ONU, soit mandaté pour étudier cette question en profondeur et en détail, avec une plus grande objectivité, et pour faire des recommandations appropriées. Il y a actuellement dans cette salle de nombreuses personnes qui seraient éminemment qualifiées pour remplir cette tâche. Les Philippines vont étudier la possibilité de présenter un projet de résolution à cet effet au moment opportun.

C'est une question nécessaire et urgente. Car des réformes effectuées dans le système des Nations Unies placeront l'Organisation dans une meilleure position pour répondre aux exigences auxquelles elle est confrontée dans la seconde moitié de son existence et pour se conformer à la

vision de l'avenir que les pères fondateurs avaient pour cette Organisation grande et indispensable.

M. Karabayev (Kirghizistan) (*interprétation du russe*) : Je voudrais tout d'abord féliciter le Président et les autres membres du Bureau de l'Assemblée de leur élection à leur poste important et leur souhaiter plein succès dans les travaux qu'ils accomplissent et qui auront certainement des résultats positifs pour nous tous.

La fin du XXe siècle restera dans l'histoire comme une période au cours de laquelle la guerre froide a pris fin et qui a vu naître l'aube d'un monde nouveau, comme une période qui offre des nouvelles opportunités permettant des réalisations qui encore hier tenaient du miracle. Il suffit de rappeler l'accord historique conclu entre Israël et l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), les réductions des armes nucléaires et des autres armes de destruction massive, et, pour mon pays, quelque chose qui semblait impossible jusque très récemment : la réalisation du degré élevé de souveraineté qui nous permet de prendre la parole à la tribune de l'Assemblée générale.

Je représente un petit pays qui peut être considéré comme une oasis de démocratie. Mais ce n'est pas tout à fait exact : nous ne sommes pas du tout entourés d'un désert. Nous essayons de trouver notre place dans un monde nouveau et complexe. Dans cette recherche nous sommes guidés par les définitions suivantes : dans la sphère politique, nous recherchons le pluralisme permettant l'existence d'idéologies variées et de partis qui excluent la violence et l'extrémisme; dans la sphère économique, cela signifie une politique destinée à réaliser une économie de marché libre sociale et polyvalente, assortie de libertés et de droits égaux pour toutes les entités économiques; dans la sphère sociale, cela signifie une politique d'autonomie protégeant les secteurs les plus vulnérables de notre population; dans la sphère juridique, cela signifie l'élaboration de normes juridiques garantissant tous les droits des citoyens, des entités économiques, des partis et des mouvements, ainsi que ceux de l'Etat; dans la sphère religieuse, cela signifie la tolérance et l'application des principes éthiques; dans la sphère de l'établissement des structures de l'autorité de l'Etat, cela signifie la formation de groupes de coalition avec une vaste participation des responsables de nombreux partis et mouvements.

Le pivot de notre politique est la reconnaissance de la priorité des valeurs humanitaires et du droit naturel au bonheur de chaque individu. La nouvelle Constitution du Kirghizistan énonce clairement ces principes fondamentaux sur la base desquels nous tentons, malgré les difficultés, de créer le modèle d'Etat pour lequel nous avons opté.

Le but de mon intervention n'est pas seulement de donner une idée des perspectives politiques de notre République. Je vais également essayer d'aborder les questions d'une manière plus large. Dans une certaine mesure, cela est peut-être une condition préalable à notre reconnaissance par la communauté mondiale. Le processus de la victoire de la démocratie au Kirghizistan et dans les autres Républiques de l'ancienne Union soviétique paraît paradoxal, voire irrationnel. Des changements révolutionnaires se sont produits aux échelons les plus élevés de l'élite politique. Ces changements ont été bien accueillis avant tout parce que nous avons alors déjà remporté la victoire démocratique de la *glasnost*. Ce qui s'est passé pourrait être décrit ainsi : la prise de la Bastille a été précédée par *Le mariage de Figaro*. Nos réformes ont commencé au niveau non pas de l'économie, mais de la politique. Comment en aurait-il pu être autrement, puisque au Kirghizistan, aucun élément de l'économie de marché n'existait et la propriété des biens était faussée? Aujourd'hui, le Kirghizistan est l'un des rares Etats indépendants de l'ancienne Union soviétique à avoir adopté et à appliquer un programme de réforme économique de transition vers l'économie de marché, approuvé par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale.

Pour différentes raisons objectives liées à la structure de l'industrie et à l'insuffisance actuelle des sources d'énergie, telles que le pétrole et le gaz, la mise en oeuvre des recommandations est pour notre république une source de difficultés sociales et économiques. Notre pays a grand besoin de médicaments et notre alimentation n'est pas équilibrée. Des milliers de jeunes quittent les villages pour les villes sans aucune véritable formation professionnelle et sans aucune chance d'atteindre une certaine prospérité. En outre, nous ne pouvons pas donner à notre économie l'élan qui lui serait nécessaire pour résoudre rapidement ces problèmes et nos autres grands problèmes sociaux. Nous avons besoin d'investissements. Tout comme d'autres pays relativement petits, nous avons besoin d'une sorte de Plan Marshall. L'expérience acquise par de nombreux Etats montre que cela serait dans l'intérêt des pays riches et des donateurs à plusieurs égards.

Je n'oserai pas dire cela si je n'étais pas fermement convaincu que l'aptitude à se pencher sur les souffrances des autres a toujours été l'une des principales caractéristiques de l'Organisation des Nations Unies. C'est pourquoi elle a toujours joui d'une grande estime dans le monde. Il ne s'agit pas d'un cas de parasitisme politique. Nous avons la ferme intention de rembourser toutes nos dettes, et nous reconnaissons pleinement que l'utilité de ces politiques se mesure à l'aube des avantages mutuels qu'elles présentent, et que les résultats de toute activité dans le domaine de la

politique étrangère, y compris ses aspects économiques, dépendent de la participation des autres et de la capacité de payer, au sens large du terme.

Pour la communauté mondiale, pour les pays grands et petits, une chose devient de plus en plus évidente : il n'y a pas que la puissance économique, la puissance de l'or et la puissance industrielle, il n'y a pas que la puissance militaire brute, mais il y a aussi la force spirituelle. Je parle non pas du fanatisme cruel, sans âme ni cœur de certains, ni des tendances et croyances dont l'histoire est écrite avec le sang, mais des valeurs nobles et pures qui unissent ceux qui les épousent. Ces valeurs et idéaux sont les postulats moraux de la religion.

Le Président assume de nouveau la présidence.

J'attire votre attention sur ce qui me semble un sujet particulier. Nous assistons à des conflits tragiques dont les racines sont d'ordre religieux. Une solution possible à ce problème serait l'adoption d'une convention universelle sur la liberté de religion, appelant les personnes de confession différente à agir en fonction de principes éthiques et moraux pour le bien de la paix et de l'harmonie.

L'on reconnaît que l'Organisation des Nations Unies est une organisation universelle, et, comme telle, elle n'est pas différente d'autres institutions de la communauté mondiale. Non, ce sont ces institutions, les institutions spécialisées et les organisations régionales, qui donnent concrètement forme aux idéaux et principes des Nations Unies. C'est dans ce contexte que j'appelle l'attention sur le problème de la création d'un système de sécurité collective en Asie. En principe, la délégation du Kirghizistan souscrit à ce qu'ont dit à cet égard les orateurs qui nous ont précédés. Mais il est impossible de créer rapidement, ou aussi rapidement qu'on voudrait, un système de sécurité en Asie. A cet égard, il est certain que le mieux que nous puissions faire est de demander au Secrétaire général d'élaborer une étude qui nous donnerait des repères utiles pour les futurs travaux sur un problème de cette importance.

Je n'ai, bien entendu, évoqué que quelques-uns des problèmes que suscitent les bouleversements intervenus dans la vie politique et sociale dans le monde d'aujourd'hui. J'espère néanmoins que j'ai attiré l'attention sur des questions importantes qui nous intéressent tous.

Chaque Etat dont le représentant a pris la parole devant l'Assemblée a présenté des recommandations, et d'autres recommandations et propositions utiles seront faites, qui se fonderont sur les nobles idéaux de notre Organisation et se concentreront sur l'homme et sur sa prospérité et son bonheur. Nous nous associons pleinement à ces

propositions, et nous espérons que l'énergie créatrice qu'elles appellent ne sera pas autodestructrice.

Organisation des travaux

Le Président (*interprétation de l'anglais*) :

Les membres se souviendront qu'à la 14e séance plénière, le 4 octobre, j'ai attiré l'attention sur le document A/INF/48/6, qui contient un programme de travail et un calendrier provisoires des séances plénières pour le mois d'octobre. J'ai également annoncé que les listes des orateurs pour toutes les questions énumérées dans le document A/INF/48/6 étaient ouvertes.

Trois des points de l'ordre du jour dont l'examen est prévu en octobre sont les point 10, "Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation", 11, "Rapport du Conseil de sécurité", et 13, "Rapport de la Cour internationale de Justice".

En ce qui concerne ces points, je rappelle aux membres que l'Assemblée générale a encouragé les Etats Membres, au paragraphe 5 de la résolution 47/233 du 17 août 1993 sur la revitalisation des travaux de l'Assemblée générale, à participer activement à un débat approfondi ainsi qu'à l'examen des rapports du Conseil de sécurité et des autres organes principaux des Nations Unies afin de satisfaire aux dispositions pertinentes de la Charte des Nations Unies.

J'informe en outre les membres qu'un projet de résolution relatif à la levée des sanctions contre l'Afrique du Sud, publié sous la cote A/48/L.2, est maintenant disponible au centre de distribution des documents dans la salle de l'Assemblée générale.

Je voudrais dire, enfin, pour répondre aux préoccupations qui ont déjà été exprimées à l'Assemblée quant à la documentation et aux services fournis pour le déroulement des travaux futurs, non seulement de l'Assemblée, mais aussi de nos Commissions, que j'ai adressé une lettre à ce sujet au Secrétaire général et que nous avons eu ensuite des entretiens avec des responsables du Secrétariat. J'ai des raisons de croire que la limite fixée au nombre des documents sera revue. Des consultations sont en cours entre le Secrétariat et les missions pour déterminer les besoins de chacune d'entre elles. Ce processus pourrait nous permettre à la fois de tenir compte du critère essentiel d'efficacité et d'assurer la distribution aux missions des documents nécessaires à la poursuite de nos travaux.

Nous allons nous efforcer d'accroître le nombre prévu de 53 séances en fonction des besoins, et nous attacherons une attention particulière à celles de la Cinquième Commission et du Comité consultatif pour les questions

administratives et budgétaires, qui sont essentielles à l'élaboration du budget de l'Assemblée. Toutefois, nous ferons tout en notre pouvoir pour ne pas travailler au-delà de 18 heures, et certainement pas les week-ends, à moins que cela ne s'avère absolument indispensable.

Tous les efforts seront déployés pour assurer la distribution des documents dans toutes les langues, même s'il n'est pas possible de garantir qu'ils seront tous distribués simultanément. De toute façon, les documents dans les langues de travail, le français et l'anglais, seront distribués pour répondre aux besoins.

Enfin, pour que nos travaux se déroulent de façon appropriée, nous organiserons une coordination entre moi-même, les présidents des Grandes Commissions et le Secrétariat, cela toutes les semaines afin de surveiller constamment la situation.

J'ai pensé devoir dire cela pour répondre à certaines préoccupations qui ont été exprimées la semaine dernière et pour apaiser les craintes que les membres de l'Assemblée pourraient encore avoir quant à nos séances futures.

Point 9 de l'ordre du jour (*suite*)

Débat général

M. Mungra (Suriname) (*interprétation de l'anglais*) : Monsieur le Président, au nom du Gouvernement et du peuple de la République du Suriname, je suis heureux de vous féliciter pour votre élection à la présidence de l'Assemblée générale à sa quarante-huitième session. Vous apportez à ce poste élevé une vaste expérience de diplomate averti, expérience qui sera précieuse en cette période historique que traverse l'Organisation. En fait, votre élection est un hommage mérité qui s'adresse à vous-même ainsi qu'un honneur pour votre pays. Nous sommes donc des plus satisfaits de voir un fils compétent et éminent de notre bon voisin, le Guyana, présider nos délibérations.

Nous remercions votre prédécesseur, M. Stoyan Ganev, de la Bulgarie, pour la façon excellente dont il a dirigé les travaux de la dernière session de l'Assemblée générale.

Nous saisissons également cette occasion pour rendre hommage au Secrétaire général des Nations Unies, M. Boutros Boutros-Ghali, pour ses efforts inlassables en faveur de la consolidation de la paix et de la sécurité internationales.

Avant de poursuivre, je voudrais exprimer les sincères condoléances du Gouvernement et du peuple de la République du Suriname au Gouvernement et au peuple de la République de l'Inde à la suite du tragique tremblement

de terre qui a coûté tant de vies. Je lance un appel à la communauté internationale pour qu'elle donne à l'Inde l'appui voulu propre à soulager les souffrances de la population éprouvée.

Je voudrais saisir cette occasion pour ajouter ma voix à celles des nombreux orateurs qui m'ont déjà précédé et qui, au nom des nombreuses personnes qui vivent dans des régions connaissant des difficultés de développement avec leurs conséquences, ne reçoivent pas suffisamment d'attention en raison de la priorité élevée qui est accordée aux questions de paix et de sécurité internationales. Je songe aux régions en développement qui risquent d'être oubliées, même si elles sont habitées par des gens qui travaillent véritablement pour leur bien-être, leur bonheur et leur prospérité, et qui souhaitent participer réellement à l'avènement d'une communauté mondiale où le principe du pouvoir cédera finalement sa place au principe de l'interdépendance du système international.

Les pays du Nord développés réussissent habituellement à renforcer leurs relations mutuelles dans les domaines politique et économique, et ils deviennent de plus en plus interdépendants. Grâce à une sensibilisation accrue à l'environnement, nous devenons de plus en plus conscients que le Nord et le Sud dépendent largement l'un de l'autre. Cette interdépendance, malheureusement, n'a pas encore évolué suffisamment en ce qui concerne les questions politiques et économiques, et les vues du Nord et du Sud sur de nombreuses questions essentielles, telles que le soulagement de la misère et le développement économique, restent extrêmement divergentes. De plus, les intérêts du Nord l'emportent souvent sur ceux du Sud.

En particulier, la dépendance financière et technologique du Sud par rapport au Nord cause de graves divergences. Les règlements discriminatoires qui rendent difficile au Sud l'accès des marchés internationaux, et les conditions toujours changeantes qui rendent le courant des fonds vers le Sud pratiquement impossibles, sont parmi les facteurs qui rendent le fossé entre le Nord et le Sud presque impossible à combler.

Dans le passé, la communauté a approuvé des accords sur la coopération multilatérale et internationale, tels que la Stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement, l'Engagement de Cartagena, le nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90. Ces engagements constituent une base solide de renforcement du partenariat mondial pour le développement. Cependant, divers programmes n'ont pu être mis en oeuvre, et il reste beaucoup à faire pour renforcer la coopération multilatérale.

A l'instar de nombreux pays en développement, le Suriname connaît une grave pénurie de fonds extérieurs pour son processus de développement, malgré sa richesse relative en ressources minéralogiques et biologiques.

Certes, nous avons réussi, par une mobilisation maximale de nos forces nationales, à faire face à la crise politique qui a dominé le pays dans les années 80, et le Suriname a pu se joindre aux pays de l'Amérique latine et des Caraïbes qui sont parvenus à donner une signification au processus de démocratisation. Il est de notre responsabilité commune que cet élan soit préservé et que l'euphorie de la victoire de la démocratie sur la dictature, particulièrement dans notre région, n'ait pas d'effets contraires.

Sans un développement à une large échelle dans nos pays, nous ne pourrions pas asseoir la démocratie sur une base solide, car l'idéal démocratique n'est pas un phénomène politique isolé : il est étroitement lié à l'ensemble de la réalité sociale et économique dans notre région du monde.

Sans un allègement du lourd fardeau de la dette, sans une rétribution appropriée pour nos produits d'exportation les plus importants, sans des facilités de crédit pour les biens de production nécessaires, sans l'élargissement de nos possibilités d'exportation et sans l'appui financier des pays plus riches, les efforts visant à instaurer un Etat constitutionnel démocratique stable seront vains. Ce n'est pas sans préoccupation que nous remarquons que certains pays développés, dans leur attitude vis-à-vis les pays en développement, ne tiennent pas compte de la situation particulière des pays dont le développement connaît un grave retard.

La crise politique que le Suriname a traversée dans les années 80 et la mise à l'écart qui en a découlé de la part de donateurs importants ont causé un grave déclin du développement économique du pays, situation aggravée encore du fait de la réduction draconienne du revenu national tiré des principaux produits d'exportation, en particulier l'alumine et l'aluminium.

Pour régler les crises financières, économiques et monétaires qui en résultent, nous avons élaboré un programme d'ajustement structurel, qui est maintenant en cours d'application. Nous savons qu'en dépit des théories et analyses nombreuses dans ce domaine, il n'existe pas pour le règlement des crises économiques de schéma directeur susceptible d'être appliqué sans difficultés, car l'objet de l'ajustement est une question très complexe.

Mon gouvernement est d'autre part conscient que relancer l'économie et poursuivre le développement tout en sauvegardant la stabilité politique n'est pas tâche aisée et qu'il convient de l'aborder avec circonspection. C'est un

processus qui accroîtra la misère et qui risque d'entraîner à court terme de graves bouleversements sociaux. Malheureusement, les vues divergentes des autorités surinamaises et des donateurs sur la bonne façon d'appliquer le programme d'ajustement laissent bien peu de loisir de mener une politique orientée avant tout vers le bien-être de l'ensemble du pays.

L'échec de programmes d'ajustement rigoureux dans de nombreux pays procède à n'en pas douter d'une façon de voir qui ne tient pas suffisamment compte de la situation actuelle des pays en développement et qui fait abstraction des aspirations véritables de l'humanité. Dans ces conditions, le dialogue entre le Nord et le Sud est à la fois difficile et tendu. Pour éliminer chez lui les divergences, le Nord a pour sa part réussi à mettre au point un certain nombre de mécanismes, où l'application cohérente des principes d'égalité et de respect mutuel retient notre attention. L'application systématique de ces principes pourrait peut-être rendre possible un dialogue fructueux avec le Sud.

En 1992, le Suriname et le Royaume des Pays-Bas ont signé un Traité cadre. Ce traité constitue avec celui de 1975 le cadre d'un appui substantiel du Royaume des Pays-Bas pour le développement des aspirations de la République du Suriname. Nous avons le grand plaisir de pouvoir annoncer aujourd'hui que grâce à ces traités, une coopération fructueuse a été enregistrée cette année, laquelle a grandement contribué aux efforts pour asseoir le retour à la démocratie au Suriname, au renforcement de l'Etat constitutionnel, à la protection des droits de l'homme, au rétablissement de la paix et au maintien de la paix une fois finie la lutte armée à l'intérieur du pays.

Cependant, on s'est interrogé sur les raisons de cette coopération à la lumière de l'attitude adoptée récemment par le partenaire au Traité à propos de son appui en faveur de la relance de l'économie de notre pays.

Malgré les nombreux efforts de la communauté internationale, les négociations de l'Uruguay Round menées dans le cadre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), susceptibles de servir de base globale et saine à toutes les relations commerciales futures, n'ont toujours pas abouti. Le Gouvernement du Suriname attend avec impatience qu'on arrive à une conclusion rapide et mesurée des négociations de l'Uruguay Round et, partant, à la mise en place d'un système juste et équilibré de relations commerciales multilatérales.

La récession économique mondiale, la politique budgétaire rigoureuse dans les pays donateurs, les problèmes commerciaux et d'autres facteurs nationaux dans un certain nombre de pays ont fait perdre à de nombreux pays en

développement l'espoir d'un courant régulier d'aide au développement. Actuellement, de nouveaux appels aux ressources financières extérieures sont faits, de telle sorte que les perspectives futures d'aide multilatérale sont bien sombres. La tendance générale est à une nette augmentation des contributions pour les opérations de maintien de la paix et à un fort déclin des fonds pour les activités opérationnelles.

Le budget annuel du maintien de la paix s'est multiplié par cinq - on estime qu'il sera de 3 673 000 000 dollars pour 1993 - alors que les contributions volontaires au Programme des Nations Unies pour le développement, au Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population et pour le Fonds des Nations Unies pour l'enfance ont chuté de près de 10 %. Dans l'un de ses rapports, le Secrétaire général signale que les problèmes graves et nombreux causés par les émeutes et autres sources de dissensions touchent un nombre croissant de gens souvent parmi les groupes les plus vulnérables de la population, ce qui entraîne des exigences particulièrement difficiles pour les Nations Unies et leurs activités opérationnelles.

Si, faute de ressources financières, on ne s'attaque pas aux problèmes de la pauvreté, du sous-développement, du chômage, de l'analphabétisme et de la détérioration de l'environnement, des tensions sociales risquent de s'ensuivre. Celles-ci peuvent, à leur tour, engendrer la désintégration sociale et, pour finir, la déstabilisation du système politique. Ainsi, un ordre du jour reflétant essentiellement les problèmes de paix et de sécurité internationales n'est pas très constructif. On s'aperçoit de plus en plus que des conditions économiques et sociales favorables peuvent contribuer au renforcement de la paix et de la sécurité. Dès lors, nous sommes pour un programme reposant sur l'amalgame des facteurs politiques, économiques et sociaux, et de la sécurité globale.

On peut voir dans la crise sociale des années 90 la conséquence, entre autres choses, de la misère, qui s'étend à travers le monde, et notamment dans les pays en développement, ainsi que du chômage et des revendications sociales. Il convient donc de se féliciter des préparatifs qui sont faits en vue d'un sommet mondial du développement social en 1995. Nous espérons que les questions clefs du sommet, qui visent le renforcement du processus de développement social d'ensemble, seront examinées au cours du processus préparatoire et qu'un accord de consensus sera possible sur ces questions tellement vitales pour l'humanité.

Le programme Action 21, adopté à Rio de Janeiro au cours de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement, et la création ultérieure de la Commission du développement durable, sont des instruments utiles pour

guider la communauté internationale vers son objectif de développement durable. Mais la Conférence a insisté par ailleurs sur la nécessité de fournir aux pays en développement les ressources suffisantes et de reconnaître combien il était urgent de rendre disponibles à cette fin les techniques, et en particulier les techniques bonnes pour l'environnement. Les efforts faits jusqu'ici pour obtenir un supplément ou de nouvelles ressources financières sont plutôt décevants. Aussi nous félicitons-nous que la Commission ait décidé de créer deux groupes de travail pour examiner ces deux questions.

Mon gouvernement appuie la pleine mise en oeuvre, à la date prévue, de l'Accord signé par le Président Aristide et le général Raoul Cedras, ainsi que des dispositions qu'il contient pour parvenir à une solution politique de la crise en Haïti. Les Nations Unies et l'Organisation des Etats américains jouent un rôle prépondérant dans la mise en oeuvre de l'Accord conclu à Governors Island, à New York. Nous sommes profondément attristés par les événements qui se sont produits récemment en Haïti, car ils risquent de compromettre le retour du Président Aristide. Nous lançons un appel pressant aux dirigeants militaires d'Haïti pour qu'ils tiennent leur promesse et créent l'atmosphère de calme indispensable à la pleine application de l'Accord.

Ma délégation a toujours dit que les principes de la Charte des Nations Unies et les résolutions pertinentes des Nations Unies, celles du Conseil de sécurité notamment, constituaient la base concrète la plus sûre pour arriver à une paix d'ensemble, juste et durable au Moyen-Orient. Nous sommes donc particulièrement heureux que l'Etat d'Israël et l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) aient enfin entamé un processus de négociation susceptible de créer un climat de paix. L'Accord qui a été mutuellement convenu et signé est un pas courageux dans cette direction. Nous félicitons à la fois Israël et l'OLP de cet acte historique et nous en appelons à la communauté internationale pour qu'elle mette à profit l'impulsion ainsi donnée pour amener la paix et la prospérité dans l'ensemble de la région.

Ma délégation se félicite des progrès réalisés jusqu'à présent par le processus de négociation multipartite dans la voie d'un règlement négocié et de la tenue d'élections nationales en Afrique du Sud. Un règlement politique mettra fin à l'apartheid, créant une Afrique du Sud nouvelle, unie, non raciale et démocratique. Le caractère destructif de l'apartheid a tant nui à la population qu'il n'est que juste que, dans l'ère nouvelle qui s'amorce, tous les efforts soient consentis pour surmonter les disparités sociales et économiques afin d'instaurer la paix et la stabilité. Nous attendons donc de la communauté internationale qu'elle appuie pleinement et généreusement le nouveau Gouvernement sud-africain en lui prêtant assistance dans la reconstruction et le développement de la nation.

Mon pays, comme beaucoup d'autres dans le monde, est troublé par les événements terribles qui continuent de se produire en Angola et en Bosnie-Herzégovine. Nous ne pouvons pas laisser la souffrance et la dégradation se poursuivre. Il faut mettre fin à l'effusion de sang, à la haine et aux hostilités dès maintenant, car les peuples concernés ont le droit de vivre dans la paix.

L'abus et le trafic des drogues à l'échelle mondiale constituent toujours un sujet de vive préoccupation, non seulement dans notre région mais dans le monde entier. Malgré les mesures et les stratégies visant à éliminer les drogues, il est triste de devoir constater que les drogues peuvent être obtenues pour des fins illicites à peu près n'importe où dans le monde. Il s'agit là d'une tournure regrettable des événements puisqu'on s'attendait à une amélioration considérable de la situation une fois adoptés le Programme d'action mondial et le Schéma multidisciplinaire complet pour les activités futures de lutte contre l'abus des drogues. Par conséquent, nous sommes d'avis que les efforts de lutte contre l'abus et le trafic des drogues doivent se poursuivre de façon équilibrée et concertée.

La fin de l'affrontement Est-Ouest a provoqué le ralentissement de la course aux armements et diminué la menace d'un conflit armé. Nous observons avec regret, cependant, que la prolifération des armes classiques continue de prendre des proportions dangereuses alors que le nombre de conflits armés augmente, coûtant la vie à de nombreux innocents. Le bilan des conflits en cours s'élève déjà à plus de 100 millions de réfugiés partout dans le monde, 30 millions de personnes déplacées et des centaines de millions de mines non explosées. Le moment est venu de reconnaître que le commerce des armes classiques devrait être ralenti radicalement.

Dans le contexte de la sécurité mondiale, la question de la non-prolifération des armes de destruction massive garde toute son importance. Ma délégation est favorable à un traité d'interdiction complète des essais applicable universellement et vérifiable à l'échelle internationale. Un tel traité renforcerait la sécurité internationale et représenterait un pas de plus vers le désarmement nucléaire.

L'ensemble de principes contenus dans le rapport du Secrétaire général intitulé "Agenda pour la paix" fournit un cadre complet pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Ma délégation suit avec beaucoup d'intérêt les activités de l'ONU dans les domaines de la diplomatie préventive, du maintien de la paix et de la consolidation de la paix après les conflits. Nous sommes conscients qu'il existe, à l'heure actuelle, quelque 70 foyers de conflits, réels ou potentiels, dans le monde. A cet égard, nous nous félicitons de la participation des organisations régionales, qui peuvent fournir une aide précieuse dans le maintien de la

paix et de la sécurité internationales, et notamment dans le règlement pacifique des différends.

Selon la Charte des Nations Unies, les Etats Membres ont confié au Conseil de sécurité la responsabilité fondamentale du maintien de la paix et de la sécurité internationales. L'équilibre du pouvoir politique et économique a radicalement changé dans le monde actuel. En conséquence, les prémisses qui avaient servi à l'établissement de la structure du Conseil de sécurité ne s'appliquent plus. Le débat général de l'année dernière sur la question de la représentation équitable au Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres, qui a mené à l'adoption de la résolution 47/62, contribuera, nous l'espérons, à donner une représentation géographique plus équitable au Conseil et à renforcer le processus de démocratisation du travail du Conseil en augmentant la transparence des délibérations.

Les pays en développement, qui s'attendaient à ce que l'ère d'après la guerre froide crée de nouvelles perspectives de développement, n'ont pas vu leurs attentes se matérialiser. Cependant, la paupérisation croissante de grandes parties du monde exige de toute urgence que des mesures décisives soient prises pour offrir à ces peuples l'espoir d'un changement et de l'amélioration de leurs conditions de vie quotidiennes. Notre Organisation devra, à cette fin, accentuer son rôle principal en tant que facteur de développement et devra rendre les mécanismes appropriés vraiment opérationnels.

Il importe que tous les Etats Membres donnent à l'ONU les moyens nécessaires à cette fin. Le Suriname y contribuera dans toute la mesure de ses moyens.

La séance est levée à 13 heures.
